

Nicolas Kolly emmène les pontes du parti ce mardi à la Gouglera, près du centre de requérants

Le gratin UDC à la fromagerie Kolly

« ADRIEN SCHNARRENBERGER

Asile » Depuis qu'il siège à Berne, Nicolas Kolly enchaîne les kilomètres, en train ou avec la voiture électrique parkée devant sa ferme d'Essert. La seule façon d'exister politiquement, dans un parti très ancré en Suisse alémanique. Ce mardi, pourtant, l'avocat de 38 ans jouera presque à domicile. C'est à Chevilles, à deux pas du centre fédéral pour requérants d'asile de la Gouglera, que les pontes de l'UDC Suisse sont attendus.

Que peuvent bien faire le nouveau président du parti Marcel Dettling et quatre conseillers nationaux dans une fromagerie en Singine? La réponse se trouve dans le nom qui trône sur l'établissement: Kolly, comme celui du conseiller national fribourgeois.

La fromagerie du frère

«C'est chez l'un de mes frères», confesse sans peine Nicolas, le troisième de la fratrie de six garçons. C'est bien lui qui a orchestré cette virée de l'UDC dans le canton de Fribourg. «Je suis assis au Conseil national à côté de Pascal Schmid, le nouveau responsable du thème de l'asile au sein de l'UDC, donc je lui ai soufflé cette idée», explique le néophyte sous la Coupole.

«C'est la police qui dénonce la situation à Fribourg. Et pourtant, Beat Jans ne nous croit pas» Nicolas Kolly

Avec son élection à Berne, l'ancien poids lourd de la politique cantonale a changé de division, ce qui lui a permis d'emmener la thématique de la Gouglera dans sa mallette. «Au Grand Conseil, on me disait toujours que les centres fédéraux d'asile étaient, par définition, une compétence de la Confédération et qu'on ne pouvait rien faire. Je peux donc maintenant agir au Parlement fédéral.»

Et plutôt trois fois qu'une: deux questions au Conseil fédéral et une interpellation, déposée en mars sur le thème «incivilités, criminalité et insécurité» au Centre fédéral pour requérants d'asile de Chevilles.

Des chiffres à l'appui

Est-ce parce que la colline d'en face est visible depuis son jardin que Nicolas Kolly est si sensible à ce qui se passe à la Gouglera? «Mon frère me raconte qu'il a régulièrement des requérants qui visitent sa fromagerie, assure le Sarinois. Et des retraités me disent qu'ils doivent constamment fermer à clé pour éviter de se retrouver nez à nez avec des intrus chez eux.»



L'élU UDC servira de guide à quatre de ses collègues du Conseil national à la Gouglera. Keystone

Ce ne sont pas que des témoignages individuels, insiste l'homme de loi et politicien. «Il y a une augmentation de la criminalité attestée dans les statistiques. Le fait que le Conseil d'Etat fribourgeois ait interpellé directement la députat cantonale à Berne pour accélérer des procédures de renvoi (notre édition du 4 juin) est sans précédent.»

Nicolas Kolly a donc tenté de chercher le dialogue directement auprès de Beat Jans, qui a repris le dossier de l'asile des mains d'Elisabeth Baume-

Schneider le 1^{er} janvier. «On ne peut pas reprocher à l'UDC d'instrumentaliser à des fins politiques la situation à Fribourg: c'est la police qui le dénonce. Et pourtant, Beat Jans ne nous croit pas.»

Il n'y a pas que le jeune conseiller national à avoir trouvé porte close à ses doléances: en avril, le directoire de l'UDC a tenté de remettre 200 solutions sur l'asile au ministre en charge. Sans davantage de succès. Outre des collisions de calendrier, le porte-parole du Bâlois a rappelé que les interventions

provenant du parlement étaient à adresser au gouvernement dans son ensemble, et non à un seul membre.

Beat Jans, «l'autruche»

Ce mardi à Chevilles, Beat Jans sera donc directement visé: l'UDC a convié la presse pour «célébrer» les 200 jours du conseiller fédéral à la tête de Justice et police. «Normalement, on fait le bilan après 100 jours. Plutôt qu'une conférence de presse, nous voulions avoir une discussion informelle et constructive sur la thématique, loin du

tumulte politique. Mais il a aussi refusé», dévoile Nicolas Kolly.

A la lecture du carton d'invitation, «l'autruche» Beat Jans devrait avoir les oreilles qui sifflent, ce mardi. L'UDC évoque la «chronologie d'un échec», avec des coûts et une criminalité qui explosent dans tout le pays pour des «migrants demandeurs d'asile qui volent, menacent et insultent».

A la table de sa ferme, Nicolas Kolly a le phrasé moins virulent et polémique. Le Fribourgeois dit même comprendre les migrants, qui cherchent légitimement à améliorer leurs conditions de vie sous nos latitudes. «Or, l'asile a été conçu pour protéger des gens en danger, pas pour accueillir tout le monde. Et lorsqu'une minorité détourne ce droit à des fins criminelles, il faut dire stop.»

A combien le Fribourgeois fixe-t-il le seuil d'un contingent acceptable? «Aujourd'hui, on accueille 50 000 personnes par an, soit l'équivalent de la population de la Gruyère. C'est impossible de le faire dignement! Accueillons plutôt 10 000 personnes par an pour faire notre part de l'effort correctement.» »

«LE BÜRGENSTOCK ET L'EURO DE FOOT ONT SERVI DE LABORATOIRE»

L'UDC qui convoque la presse pour parler d'immigration: hormis le lieu original, pas grand-chose de neuf sous le soleil de Chevilles, ce mardi. Le parti n'a-t-il pas peur de tomber dans un certain monothématisme? En 2011, la première formation politique du pays utilisait déjà le terme de «chaos de l'asile» dans sa rhétorique, bien avant l'arrivée de Beat Jans à la tête du DFJP.

Outre le marketing politique et le fait d'occuper le terrain politique juste avant l'élection nationale, le Fribourgeois a-t-il vraiment l'espoir que la situation évolue soudainement treize ans plus tard? «Oui, coupe-t-il: on l'a vu au Bürgenstock et à l'Euro, qui ont servi de laboratoire». Plaît-il? «Lors de ces deux événements, les contrôles ont été réintroduits aux frontières à des fins de sécurité. Or, cela

a eu des effets directs sur l'immigration illégale.» Un exemple suffisant, alors que l'éte coincide normalement avec un pic des arrivées en Europe, pour que l'UDC demande de serrer la vis. «C'est un signe encourageant, selon Nicolas Kolly. Les requérants d'asile sont tout aussi connectés que nous: ils sont bien informés, donc les mesures dissuasives des Etats fonctionnent.» AS